

P.P.R. DE BARCELONNETTE

ZONE BLEUE : B17

Localisation : Ravins de Pisse-vin et du Chazelas.

Aléas :- Crue torrentielle avec vitesse moyenne à élevée, hauteur faible à moyenne (inférieure à 1 m), charriage possible.

- Ruissellement des eaux des versants, refoulement de l'Ubaye par les canaux, remontée de nappe avec vitesse faible à moyenne et hauteur faible (jusqu'à 0,30 m).
- aléa retrait-gonflement.

■ SONT INTERDITS

- Camping et caravaning.
- Les décaissements, excavations, remblais et murs susceptibles d'augmenter les risques.
- Les clôtures dont la perméabilité est inférieure à 80 % et leurs murets.
- Les ERP du 1^{er} groupe, les services de secours, et les installations liées à la gestion de crise.

■ RELATIVES AUX CONSTRUCTIONS EXISTANTES

PRESCRIPTIONS

Mesures d'urbanisme :

- Les ouvertures en façades exposées situées à une hauteur inférieure à 1,0 m par rapport au terrain naturel ou des routes et voiries environnantes susceptibles de rehausser les écoulements devront pouvoir être obstruées par des panneaux amovibles, résistants et étanches.
- Les infrastructures ou équipements susceptibles de présenter des dangers en cas de submersion (piscines, puits, bassins...) devront être munis d'une signalisation.

Mesures constructives :

- Le renouvellement ou l'extension des biens et équipements sensibles à l'eau devront soit être réalisés à une hauteur minimale de 1,0 m mesurée à partir du terrain naturel ou des routes et voiries environnantes susceptibles de rehausser les écoulements, soit être protégés contre le phénomène.
- Les cuves et citernes devront être ancrées ou lestées, et les événements devront être prolongés au minimum à 1,0 m au-dessus du terrain naturel ou des routes et voiries environnantes susceptibles de rehausser les écoulements.

RECOMMANDATIONS

Mesures constructives liées à l'aléa retrait-gonflement:

- La récupération des eaux de ruissellement et leur évacuation des abords de la construction doit s'effectuer par un dispositif de type caniveau
- L'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales doit être assurée par la mise en place de dispositifs spécifiques (raccords souples...)
- Un dispositif d'une largeur minimale de 1,5m s'opposant à l'évaporation doit être mis en place sur toute la périphérie de la construction, sous la forme d'un écran imperméable sous terre végétale (géomembrane), ou d'un revêtement étanche (terrasse) dont les eaux de ruissellement doivent être récupérées par un dispositif d'évacuation de type caniveau
- Le captage des écoulements dans le proche sous-sol lorsqu'ils existent doit s'effectuer par un dispositif de drainage périphérique situé à une distance minimale de 2m de toute construction
- La plantation d'arbres et arbustes avides d'eau à proximité des constructions est à éviter. A défaut elle peut être autorisée avec la mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2m

- Les évacuations des écoulements ne doit pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation des réseaux, déstabilisation des terrains situés en aval...), et être situés à une distance minimale de 15m de toute construction.

■ PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX CONSTRUCTIONS FUTURES

Mesures d'urbanisme :

- Les infrastructures ou équipements susceptibles de présenter des dangers en cas de submersion (piscines, puits, bassins...) devront être munis d'une signalisation
- Sauf pour les extensions limitées d'activités commerciales et artisanales par transformation ou adjonction à un bâti existant, le niveau habitable et les ouvertures de toute nouvelle construction devront se situer au minimum à 0,30 m au-dessus du terrain naturel ou des routes et voiries environnantes susceptibles de rehausser les écoulements.

Mesures constructives :

- Les biens et équipements sensibles à l'eau ainsi que le stockage de produits polluants ou dangereux doivent soit se situer au minimum 1,0 m au-dessus du terrain naturel ou des routes et voiries environnantes susceptibles de rehausser les écoulements, soit être protégés contre le phénomène.
- Les cuves et citernes devront être ancrées ou lestées, et les évents devront être prolongés au minimum à 1,0 m au-dessus du terrain naturel ou des routes et voiries environnantes susceptibles de rehausser les écoulements.
- Les façades exposées devront être aveugles et résistantes à une pression de $3T/m^2$ sur une hauteur d'au moins 1,0 m mesurée à partir du terrain naturel.

Mesures constructives liées à l'aléa retrait-gonflement:

- La récupération es eaux de ruissellement et leur évacuation des abords de la construction s'effectuera par un dispositif de type caniveau
- L'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales devra être assurée par La mise en place de dispositifs spécifiques (raccords souples...)
- Un dispositif d'une largeur minimale de 1,5m s'opposant à l'évaporation sera mis en place sur toute la périphérie de la construction, sous la forme d'un écran imperméable sous terre végétale (géomembrane), ou d'un revêtement étanche (terrasse) dont les eaux de ruissellement seront récupérées par un dispositif d'évacuation de type caniveau
- Le captage des écoulements dans le proche sous-sol lorsqu'ils existent s'effectuera par un dispositif de drainage périphérique situé à une distance minimale de 2m de toute construction
- La plantation d'arbres et arbustes avides d'eau à proximité des constructions est a éviter. A défaut elle peut être autorisée avec la mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2m
- Les évacuations des écoulements ne devront pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation des réseaux, déstabilisation des terrains situés en aval...), et être situés à une distance minimale de 15m de toute construction.

■ MESURES DE SAUVEGARDE :

- Mise en œuvre d'un plan communal de mise en sécurité.

■ AUTRES PRESCRIPTIONS :

- Entretien et gestion du fonctionnement des ouvrages traversant les endiguements (prises d'eau, canaux, réseaux divers,...).
- Entretien des ouvrages de protection (maîtres d'ouvrages : commune, propriétaires privés, Etat).